

**Audience publique du 21 mai 2012**

Recours formé par  
la société à responsabilité limitée ..., ...  
contre deux décisions du ministre des Classes moyennes et du Tourisme  
en matière d'autorisation d'établissement

---

**JUGEMENT**

Vu la requête inscrite sous le numéro 28712 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 7 juin 2011 par Maître Frédéric Noël, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de la société à responsabilité limitée ..., établie et ayant son siège social à ..., représentée par son gérant actuellement en fonctions, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro ..., tendant à la réformation sinon à l'annulation de la décision du ministre des Classes moyennes et du Tourisme du 25 octobre 2010 portant révocation de l'autorisation d'établissement n° ... délivrée en date du ... 2007 et de la décision confirmative du même ministre du ... 2011 intervenue sur recours gracieux introduit en date du 24 janvier 2011 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 16 septembre 2011 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 17 octobre 2011 par Maître Frédéric Noël pour compte de la société à responsabilité limitée .... ;

Vu le mémoire en duplique du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 28 octobre 2011 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les décisions critiquées ;

Entendu le juge-rapporteur en son rapport, Maître Véronique Achenne, en remplacement de Maître Frédéric Noël, et Madame le délégué du gouvernement Jacqueline Guillou-Jacques en leurs plaidoiries respectives.

---

En date du 25 octobre 2010, le ministre des Classes moyennes et du Tourisme, ci-après dénommé « le ministre », adressa une lettre recommandée à la société à responsabilité limitée ..., ci-après dénommée « ... », sous référence « *Votre autorisation no ... délivrée le ... 2007 (n. réf. :...)* » lui indiquant que par courrier du 20 juillet 2010,

elle avait été informée de ce qu'il envisageait de révoquer son autorisation d'établissement dès lors que « [sa] gérante technique, Madame ..., ne satisfaisait plus aux exigences d'honorabilité professionnelle, notamment en raison de son implication dans les faillites des sociétés ... et ... ainsi qu'en raison du non-respect de ses obligations fiscales dans la société .... » et lui indiquant encore qu' « après nouvelle analyse du dossier et de tous les éléments nouveaux qu'[elle avait] apportés au dossier, tant lors de l'entrevue du 13 septembre, que dans les prises de position écrites du 8 et 14 octobre derniers, [il] estime également que l'honorabilité professionnelle de Madame ... est compromise » de sorte à révoquer l'autorisation d'établissement concernée.

La société ... répondit à ce courrier ministériel en introduisant par le truchement de son litismandataire un recours gracieux en date du 24 janvier 2011 dans lequel elle se réfère en substance aux développements consignés dans sa télécopie du 8 octobre 2010 concernant les reproches formulés par le ministre à l'encontre de sa gérante, Madame ... pour ses activités dans le cadre des faillites des sociétés anonymes ... S.A. et ... S.A.. Quant aux reproches formulés par le ministre à l'encontre de la gérante pour le non-respect de ses obligations fiscales dans la société ..., le litismandataire de cette dernière donne en substance à considérer que « pour le dépôt des déclarations et bilans, il ressort clairement que ... respecte ses engagements, respectivement que les problèmes n'incombent pas à ses gestions mais à des retards qui ne lui sont pas imputables » de sorte qu'au vu des explications fournies concernant les sociétés anonymes ... S.A. et ... S.A. et la société ..., il en conclut que « [la] décision de révocation [du ministre] ne se justifie donc pas, et [sa] cliente demande à titre de recours gracieux d'ores et déjà le maintient de son autorisation et la révocation de [la] décision [ministérielle] ».

Le ministre adressa alors en date du ... 2011 à la société ... une lettre concernant la « demande en autorisation pour la société ... S.A.R.L. (n. réf. : ...) » libellée comme suit :

« Par la présente, j'ai l'honneur de me référer à votre recours gracieux sous rubrique, qui a fait entre-temps l'objet de l'instruction administrative prévue à l'article 2 de la loi modifiée du 28 décembre 1988 relative au droit d'établissement.

Par courrier du 20 juillet 2010 votre mandante a été informée que le Ministre des Classes Moyennes envisageait de révoquer l'autorisation d'établissement n° ... alors que la gérante technique, Madame ..., ne satisfaisait plus aux exigences d'honorabilité professionnelle, notamment en raison de son implication dans les faillites des sociétés ... SA et ... SA ainsi qu'en raison du non-respect de ses obligations fiscales dans la société ... SARL.

Lors d'une entrevue au Ministère des Classes Moyennes, le 13 septembre 2010, Madame ... et son avocat, Maître Frédéric NOEL, ont exposé en détail leur vue de la situation.

Le 8 octobre 2010, Maître Frédéric NOEL a communiqué une prise de position écrite complémentaire.

*Le 12 octobre 2010, la commission consultative prévue à l'article 2 de la loi modifiée du 28 décembre 1988 a pu aviser une seconde fois le dossier. A l'unanimité de ses membres présents, la commission a estimé que vos arguments et explications n'étaient pas pertinents et qu'il y avait intérêt de maintenir le premier avis négatif.*

*Après nouvelle analyse du dossier et de tous les éléments nouveaux que vous avez apportés au dossier, tant lors de l'entrevue du 13 septembre, que dans les prises de position écrites du 8 et 14 octobre derniers, j'ai décidée en date du 27 octobre 2010 que l'honorabilité professionnelle de Madame ... était compromise. Le même jour, l'autorisation existante de Madame ... dans la société ... SARL est révoquée.*

*Le 24 janvier 2011, vous faites un recours gracieux contre cette révocation.*

*Avant de répliquer à vos divers arguments présentés dans votre recours gracieux, je me permets de procéder à un bref récapitulatif de la situation :*

*Dans la société ... SA, établie à ..., Madame ... était actionnaire majoritaire, administrateur et salarié. Cette société a été déclarée en état de faillite le ... 1999. Au passif de la faillite apparaissait une dette de TVA de ... €. Elle résultait de taxations d'office auxquelles l'administration avait procédé en raison du non-dépôt des déclarations fiscales. La société avait pour objet l'import/export de .... D'autres intervenants dans la société étaient les sieurs ..., ... et ....*

*Suite à la faillite de la société ... SA, les personnes précitées ont aussitôt lancé, à la même adresse, la société ... SA, ayant également pour objet l'import/export de .... Madame ... a rejoint la société en ... 2000. En octobre 2002 elle est devenue gérant technique de la société. En ... 2006, la société a été déclarée en état de faillite. Au passif de la faillite apparaissait une dette de TVA de ... €. Elle résultait de nouveau de taxations d'office auxquelles l'administration avait procédé en raison du non-dépôt des déclarations fiscales. Par ailleurs, depuis 2001 plus aucun bilan n'a été publié. Il convient également de mentionner qu'en 2004, Madame ... a été condamnée pénalement pour émission de chèques sans provision.*

*Finalement, suite à la faillite de la société ... SA, Madame ... et son fils ... ont constitué la société .... Cette société est de nouveau établie à .... La société, comme les deux sociétés précédentes, est elle aussi active dans l'import/export de .... Madame ... y revête les qualités d'actionnaire, administrateur, gérant technique titulaire de l'autorisation et salarié. Dans ce contexte, plusieurs observations s'imposent :*

*Le ... 2007, Madame ... se fait délivrer l'autorisation d'établissement.*

*Par un courrier du même jour, Madame ... est avertie qu'elle devra respecter scrupuleusement ses obligations professionnelles, fiscales et sociales.*

*Depuis le 28 septembre 2006 au 1er janvier 2008, Madame ... perçoit des indemnités de chômage (et ce malgré qu'elle est gérant technique chez ... SARL).*

*Au jour du lancement de la procédure de révocation de l'autorisation d'établissement:*

*Les bilans des années 2008 et 2009 n'étaient pas encore publiés. Le 1er octobre 2010, le bilan 2008 a été publié de sorte que seule la publication du bilan 2009 fait actuellement encore défaut.*

*La société avait ....- € de dettes auprès de l'Administration des Contributions Directes au titre de l'impôt sur les salaires, la fortune, le revenu et les cotisations de la Chambre de commerce. Suite à des poursuites judiciaires, cette dette a entre-temps été apurée.*

*Les dettes auprès de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines se chiffraient à ....- €. Ce montant résultait partiellement d'une taxation d'office due au non-dépôt/dépôt tardif des déclarations.*

*A la date de la révocation, les dettes de TVA se chiffraient à ....- €.*

*En date d'aujourd'hui, l'... m'informe que la dette de TVA se chiffre toujours à ....- €.*

*Au vu des faits présentés ci-avant, la révocation et le refus de l'autorisation d'établissement sont et continuent à être légitimes :*

*L'article 2 de la loi d'établissement permet de refuser ou de révoquer l'autorisation d'établissement au cas où son titulaire ne respecte pas ses obligations fiscales ou sociales.*

*En date d'aujourd'hui, la dette de TVA se chiffre encore à ....- €.*

*Une nouvelle autorisation d'établissement ne saurait être délivrée que si ce montant a été payé.*

*Le récapitulatif des faits démontre clairement que Madame ... a gravement manqué à ses obligations professionnelles, fiscales et sociales et ce malgré qu'elle avait été prévenue en 2007 qu'elle devait désormais les respecter scrupuleusement.*

*• La façon de procéder de Madame ... est toujours la même.*

*Une société est créée. L'objet de la société consiste à vendre des ... vers l'étranger. Au sein de la société Madame ... occupe aussi bien la fonction de dirigeant que celle de salarié. Les bilans ne sont pas, sinon irrégulièrement publiés. Les déclarations de TVA ne sont pas faites ou seulement avec un important retard. Ces omissions ou retards entraînent des taxations d'office de la part de l'Administration de l'Enregistrement. Le paiement des arriérés de TVA ne se fait pas ou seulement de façon très réticente et ce jusqu'à ce que les sociétés soient assignées en faillite. Après que la société est déclarée*

*en faillite, elle demande de pouvoir bénéficier des indemnités de chômage. Après avoir épuisé ses droits au chômage, elle se relance aussitôt avec une nouvelle société, tout en suivant le même schéma.*

*Ce même schéma se retrouve chez les sociétés ... SA, ... SA, ... SA et ... SARL, sauf que la dernière n'est pas encore en faillite.*

*Cette façon de procéder, en particulier le défaut de procéder dans les délais légalement imposés au dépôt des déclarations de TVA et à la publication des bilans constitue une faute grave qui est directement imputable au dirigeant, à savoir en l'espèce à Madame .... Il appartient en effet au dirigeant de veiller à ce que ces toutes ces obligations légales soient respectées. Si l'omission par négligence constitue déjà une faute, l'omission associée à une intention frauduleuse est d'autant plus grave.*

*En l'espèce, nous nous trouvons dans ce dernier cas de figure. L'idée semble en effet consister à ... des ... au Luxembourg pour ensuite les revendre, tant qu'ils sont de date récente (moins de ... et moins de ...) à des ressortissants européens, principalement à des Français. Vu que ces ... sont considérés comme des ... neuves, la TVA n'est pas à payer au Luxembourg mais au pays vers lequel elles sont vendues. Dès leur ..., les ... sont remis à leurs acheteurs, sans qu'une déclaration de ... ne soit cependant faite endéans les cinq jours de la vente auprès de la ..., tel que cela est requis par le .... Les acheteurs utilisent les ... pendant un certain temps et ne les ... en France que lorsqu'ils ne sont plus considérés comme des ... neuves. N'étant plus considérées comme des ... neuves, lors de l'... en France aucune TVA n'est plus redevable. Cela signifie qu'en fin de compte qu'aucune TVA ne sera payée, ni au Luxembourg, ni en France. Ce schéma ne fonctionne cependant que si le dépôt des déclarations de TVA (mensuelles et annuelles) et des publications des bilans sont retardés suffisamment longtemps. Cette réticence de déposer les déclarations de TVA et de publier les bilans et comptes annuels explique aussi les taxations d'office opérées par l'Administration de l'Enregistrement. La façon de procéder de Madame ... ne cause ainsi pas seulement préjudice à l'Etat luxembourgeois mais également à l'Etat français.*

*L'accumulation d'un montant aussi important de dettes auprès de l'Administration de l'Enregistrement et la non-publication des bilans constituent des manquements qui affectent à eux seuls gravement l'honorabilité professionnelle de Madame ....*

*Dans ce contexte, je me permets de me référer à une jurisprudence administrative d'après laquelle "l'honorabilité professionnelle d'un dirigeant de société est entamée si la faillite de sa société a été retenue essentiellement en raison d'une créance du chef de TVA non payée, cette dette résultant d'une taxation d'office en raison du non-dépôt d'une déclaration pendant trois années consécutives, faute qui retombe sur l'administration de la société" —TA 2-6-03 (15809).*

*La décision de révocation se justifie donc par ce seul moyen.*

• Indépendamment de ce qui précède, il apparaît également que Madame ... a fait ou tenté de faire une fraude aux prestations de chômage.

Le ... 2007, Madame ... s'est vue délivrer l'autorisation d'établissement pour la société ... SARL.

Or, du 28 septembre 2006 au 1er janvier 2008 et du 1er avril 2010 à aujourd'hui, Madame ... perçoit également des indemnités de chômage.

Le cumul des deux constitue un manquement grave, qui ne constitue non seulement une fraude ou tentative de fraude aux prestations de chômage, mais également un acte de concurrence déloyale, voire manquement aux obligations professionnelles et sociales qui affectent l'honorabilité professionnelle.

Dans son recours gracieux, Madame ... tente de se justifier en affirmant qu'elle « n'est pas gérante salariée de ... SARL » et que « les indemnités de chômage ont été versées en toute conformité et sans refus par l'administration de l'emploi (...) ».

Même si Madame ... n'est pas salariée de la société ... SARL, elle y détient néanmoins 25% des parts de la société et elle y occupe les fonctions de gérant unique et de titulaire de l'autorisation d'établissement.

Ayant ainsi l'obligation de s'occuper de la gestion journalière effective, il est indéniable que Madame ... travaille. Elle n'est donc pas sans emploi et elle n'est pas disponible pour le marché du travail, deux conditions essentielles pour pouvoir bénéficier des prestations de chômage. Si on considère par ailleurs qu'en 2008, la société ... SARL a réalisé plus de ....- € de bénéfice, le cumul des prestations de chômage et de l'activité au sein de la société ... SARL sont tout à fait inadmissibles.

Dans ce contexte, il convient d'ailleurs de préciser que, contrairement à ce qu'affirme Madame ..., l'ADEM n'a jamais été d'accord avec de tels agissements. Après renseignements pris auprès de l'ADEM, il s'avérerait plutôt que Madame ... aurait omis d'indiquer qu'elle détenait des participations dans la société ... SARL et qu'elle y exercerait, en qualité de titulaire de l'autorisation d'établissement, également la gestion journalière effective.

L'argumentation de Madame ... n'est donc pas pertinente.

• Finalement, après renseignements pris auprès de la ..., il apparaît que depuis le 25 octobre 2010, date à laquelle l'autorisation d'établissement de la société ... SARL a été révoquée, Madame ... a normalement poursuivi ses activités, en continuant à ... régulièrement des ... à .... Depuis la révocation elle aurait ainsi ... 12 nouvelles ....

Or, Madame ... ne pouvait pas ignorer que depuis la révocation de son autorisation d'établissement, elle n'avait plus le droit de continuer ses activités.

*Lors de l'entrevue au Ministère des Classes moyennes et du Tourisme Madame ... avait en effet été rendue attentive au fait que la révocation de son autorisation l'obligerait à cesser immédiatement toute activité.*

*Elle a donc violé en connaissance de cause les dispositions de la loi d'établissement !*

*D'après la jurisprudence administrative « l'exercice, sous sa gérance, par la société, d'activités professionnelles en l'absence d'autorisation valable, sont révélateurs d'une attitude pour le moins peu respectueuse des lois réglementant précisément l'exercice de la profession faisant l'objet de la demande d'autorisation, de sorte que l'honorabilité professionnelle dans son chef s'en trouve ébranlée au point d'en justifier un défaut de garantie suffisante au sens de l'article 1er, alinéa 3 de la loi d'établissement » – TA 20-1-03 (15287).*

*Le défaut d'honorabilité professionnelle initialement causé par l'accumulation de dettes de TVA et la non-publication des comptes annuels est donc confirmé, voire même renforcé, par le fait que Madame ... continue à travailler sans autorisation d'établissement, alors qu'elle sait pertinemment qu'elle devrait en disposer.*

*Au vu des manquements qui précèdent, Madame ... constitue un risque réel et sérieux à la sécurité du commerce.*

*Les sociétés et les faillites se suivent les unes les autres mais les agissements frauduleux de Madame ... restent les mêmes.*

*Face à cette situation de « récidive », il est dans l'intérêt du public, en particulier dans l'intérêt des créanciers publics, mais également dans son propre intérêt que Madame ... soit écartée pour une période prolongée de l'entrepreneuriat.*

*La présente décision peut faire l'objet d'un recours par voie d'avocat à la Cour endéans trois mois auprès du Tribunal Administratif (...). »*

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 7 juin 2011, la société ... a fait introduire un recours tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation de la décision du ministre du 25 octobre 2010 portant révocation de l'autorisation d'établissement n° ... délivrée en date du ... 2007 et de la décision confirmative du ministre du ... 2011 intervenue sur recours gracieux introduit en date du 24 janvier 2011.

Etant donné que l'article 2 dernier alinéa de la loi modifiée du 28 décembre 1988 1. réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales; 2. modifiant l'article 4 de la loi du 2 juillet 1935 portant réglementation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise dans l'exercice des métiers, ci-après désignée par « la loi du 28 décembre 1988 », dispose que le tribunal administratif statue comme juge d'annulation en matière d'octroi, de refus ou de

révocation d'autorisation d'établissement, le tribunal est incompétent pour connaître du recours en réformation. Le recours subsidiaire en annulation est recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai prévus par la loi.

Le tribunal est amené à préciser que dans le cadre du recours en annulation, le juge administratif est appelé à apprécier la légalité de la décision administrative déférée en considération de la situation de fait et de droit telle qu'elle s'est présentée au moment de la prise de la décision déférée<sup>1</sup>. Il s'ensuit que le recours sous examen est à analyser au vu de la version de la loi du 28 décembre 1988, telle qu'elle était en vigueur au moment de la prise des décisions déférées, alors même que des modifications de ladite loi sont intervenues ultérieurement.

Lorsque le juge administratif est saisi d'un recours en annulation, il a le droit et l'obligation d'examiner l'existence et l'exactitude des faits matériels qui sont à la base de la décision attaquée et de vérifier si les motifs dûment établis sont de nature à motiver légalement la décision attaquée<sup>2</sup>.

A titre liminaire, il y a encore lieu de relever que si la décision du ministre du ... 2011 confirme certes l'analyse faite par lui des éléments mis à sa disposition à la date de sa première décision, à savoir celle du 25 octobre 2010 pour en conclure que le comportement de la gérante de la société ... n'était, à cette date, plus de nature à satisfaire aux exigences des conditions d'honorabilité telles que posées à l'article 3 de la loi du 28 décembre 1988, il n'en reste pas moins que le paragraphe final de ladite décision du ... 2011 fait état d'éléments apparus postérieurement à la date de la première décision du 25 octobre 2010 pour justifier la révocation de l'autorisation d'établissement, à savoir, la poursuite de ses activités par la société ... malgré la révocation de l'autorisation d'établissement.

Il échet de relever qu'une décision qui se prononce sur des éléments non pris en considération dans la première décision, n'est pas à considérer comme une décision purement confirmative mais se qualifie en revanche de décision nouvelle qui se substitue à la première décision<sup>3</sup>.

Force est au tribunal de constater que le ministre a pris en date du ... 2011 une nouvelle décision de révocation de l'autorisation d'établissement délivrée à la demanderesse sur base d'éléments intervenus postérieurement au 25 octobre 2010, date de la première décision de sorte que ladite décision du ... 2011 remplace la décision précédente. Partant le présent recours ne peut être dirigé que contre cette dernière décision. Il s'ensuit que le recours, dans la mesure où il est dirigé contre la décision initiale du 25 octobre 2010, est devenu sans objet.

---

<sup>1</sup> trib. adm. 23 mars 2005, n° 19061 du rôle, Pas. adm. 2011, V° Recours en annulation, n° 13 et les autres références y citées

<sup>2</sup> Cour adm. 17 juin 1997, n° 9481C du rôle, Pas. adm. 2011, V° Recours en annulation, n° 19 et les autres références y citées

<sup>3</sup> trib. adm. 7 janvier 1999, n° 10054 du rôle, Pas. adm. 2011, V° Actes administratifs, n° 77 et les autres références y citées



La demanderesse fait valoir dans son mémoire en réplique que la seule situation à prendre en considération serait « *celle concernant la période entre le moment de la délivrance de l'autorisation et le moment où le retrait est envisagé* » et que « *toutes données factuelles antérieures ou postérieures sont à exclure du champ de considération* » de sorte que la jurisprudence invoquée par le délégué du gouvernement serait inapplicable en l'espèce, ne s'agissant pas comme dans le jugement par lui invoqué d'une situation d'une exploitation de société sans autorisation étant donné que dans le présent cas, qu'elle aurait disposé d'une autorisation. Elle en conclut qu'« *aucun reproche lié à l'honorabilité de la dame ... n'est décelable* ».

Le délégué du gouvernement estime que la décision de révocation de l'autorisation d'établissement par le ministre serait manifestement fondée en ce que malgré la révocation de l'autorisation d'établissement intervenue en date du 25 octobre 2010, la demanderesse aurait poursuivi ses activités ainsi que cette poursuite d'activités aurait été attestée par la société nationale du contrôle technique dans un courriel du ... duquel il ressort qu'entre la date du 27 octobre 2010 et celle du ... 2011, la société ... n'aurait ... pas moins de 12 .... Il donne à considérer que la poursuite d'activités sans autorisation d'établissement constituerait une violation délibérée et en connaissance de cause des obligations professionnelles qui serait de nature à entraîner le défaut d'honorabilité dans le chef de la personne de la gérante de la société ....

Il échet de rappeler qu'aux termes de l'article 2, alinéa 4 de la loi du 28 décembre 1988 « *l'autorisation peut être révoquée pour les motifs qui en auraient justifié le refus* » de sorte qu'il appartient, en l'espèce, au tribunal de vérifier si les motifs invoqués par l'autorité administrative pour justifier la révocation de l'autorisation d'établissement sont de nature à entraîner un refus d'autorisation.

Les conditions d'octroi d'une autorisation d'établissement sont fixées à l'article 3 de la loi du 28 décembre 1988 qui dispose que « *L'autorisation ne peut être accordée à une personne physique que si celle-ci présente les garanties nécessaires d'honorabilité et de qualification professionnelles. (...) S'il s'agit d'une société, les dirigeants devront satisfaire aux conditions imposées aux particuliers. Il suffit que les conditions de qualification professionnelle soient remplies par le chef d'entreprise ou par la personne chargée de la gestion ou de la direction de l'entreprise. (...). L'honorabilité s'apprécie sur base des antécédents judiciaires du postulant et de tous les éléments fournis par l'enquête administrative (...)* ».

S'agissant en l'espèce d'une personne morale, c'est au dirigeant de cette dernière qu'il incombe de satisfaire aux conditions nécessaires d'honorabilité et de qualifications professionnelles.

Il est constant en l'espèce pour ressortir des pièces et éléments soumis à l'examen du tribunal que l'autorisation d'établissement fut délivrée par le ministre à la société ... en date du ... 2007 avec la mention selon laquelle « *la présente autorisation n'est valable que si la gérance est assurée par ...* ».

Il est encore constant en l'espèce qu'en date du 25 octobre 2010, le ministre prononça la révocation de l'autorisation d'établissement accordée à la société .... telle que cette révocation ressort sans équivoque de ladite décision dans laquelle le ministre prit soin d'indiquer que les agissements de Madame ... étaient particulièrement graves de sorte à mériter une « *révocation immédiate* » de sorte que la demanderesse n'a pas pu se méprendre sur les intentions du ministre et fait preuve d'une particulière mauvaise foi en affirmant qu'aucun reproche lié à l'honorabilité de Madame ... ne serait décelable étant donné qu'elle aurait disposé d'une autorisation d'établissement.

Enfin, il ressort sans équivoque d'un courriel de la société nationale de contrôle technique du ... 2011 qu'entre la date du ... 2010 et celle du ... 2011, la société ... aurait ... 12 ... (« *Mir kennen lech confirmeieren datt op d'Gesellschaft ... s.a.r.l. 12 ... seit dem ... gin sin (...)* »).

Il s'ensuit qu'entre la date du 25 octobre 2010 et celle du ... 2011, la société ... a poursuivi ses activités de commerce de moyens de transport automoteurs telle que cette activité figure sur son autorisation d'établissement alors qu'elle en était précisément dépourvue depuis la date du 25 octobre 2010, date à laquelle la révocation de l'autorisation d'établissement fut décidée par le ministre avec effet immédiat.

Or l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 28 décembre 1988 dispose que « *Nul ne peut à titre principal ou accessoire exercer l'activité d'artisan, de commerçant ou d'industriel, ni une profession libérale visée à la présente loi sans autorisation écrite* » de sorte que force est au tribunal de constater que depuis la date du 25 octobre 2010, la demanderesse a violé de manière flagrante et continue le prescrit dudit article 1<sup>er</sup> en ce qu'elle a poursuivi son activité sans avoir disposé d'autorisation d'établissement.

Il s'y ajoute que l'exercice par une société, sous la gérance de son dirigeant, d'activités professionnelles en l'absence d'autorisation valable, est révélateur d'une attitude pour le moins peu respectueuse des lois réglementant précisément l'exercice de la profession<sup>4</sup>, lesquelles ont par ailleurs vocation à assurer la sécurité du commerce et à protéger les citoyens contre des commerçants malhonnêtes ou incapables, de sorte à ébranler l'honorabilité professionnelle dans le chef de son dirigeant pour avoir violé l'article 1<sup>er</sup> précité.

La gravité des faits ci-avant relevés par le tribunal constituant à eux seuls des manquements fautifs caractéristiques d'une violation flagrante des conditions posées tant à l'article 1<sup>er</sup> qu'à l'article 3 de la loi du 28 décembre 1988, nonobstant la gravité des arguments invoqués à l'appui de la décision ministérielle du 25 octobre 2010, le ministre compétent a pu, sans outrepasser les limites de son pouvoir d'appréciation, estimer qu'ils étaient de nature à entacher de manière définitive la respectabilité professionnelle du dirigeant de la demanderesse de sorte à entraîner la révocation de l'autorisation d'établissement délivrée à la demanderesse, cette conclusion n'étant en rien ébranlée par

---

<sup>4</sup> trib. adm. 20 mars 2003, n° 15287 du rôle, Pas. adm. 2011, V° Autorisation d'établissement, n° 162 et les autres références y citées

les éléments mis en avant par la demanderesse qui ne sont pas de nature à excuser les faits et manquements lui imputables et épinglés à juste titre par l'autorité ministérielle.

Au vu des développements qui précèdent, le recours est à rejeter pour ne pas être fondé.

**Par ces motifs,**

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

se déclare incompétent pour connaître du recours principal en réformation ;

déclare le recours subsidiaire en annulation sans objet dans la mesure où il est dirigé contre la décision du 25 octobre 2010 et le déclare recevable pour le surplus ;

au fond, le déclare non justifié et en déboute ;

condamne la demanderesse aux frais.

Ainsi jugé par :

Carlo Schockweiler, premier vice-président,  
Anne Gosset, juge,  
Paul Nourissier, juge,

et lu à l'audience publique du 21 mai 2012 par le premier vice-président, en présence du greffier assumé Sabrina Knebler.

s. Sabrina Knebler

s. Carlo Schockweiler

**Reproduction certifiée conforme à l'original**

Luxembourg, le 22 mai 2012

Le Greffier assumé du Tribunal administratif